STATUTS

Observatoire des Citoyens



02 MARS 2024

REDYNAMISER LA CULTURE CITOYENNE

V1.2

Mettre l'innovation, la technologie et les données au service de la **démocratie** et du **bien commun**

www.observatoire-citoyens.fr

Préambule

A l'origine, nous étions un collectif[1] avec des ingénieurs, enseignants, chercheurs, étudiants, ergonomes, designer, juristes, chefs de projet, acheteurs, consolideurs, contrôleurs de gestion,… considérant que **l'abstention massive aux élections municipales (2020 : 58,4%)** et **départementales/régionales (2021 : 65,3%)** illustrait un délitement grave du pacte républicain et une **défiance profonde envers les élus et les responsables politiques**.

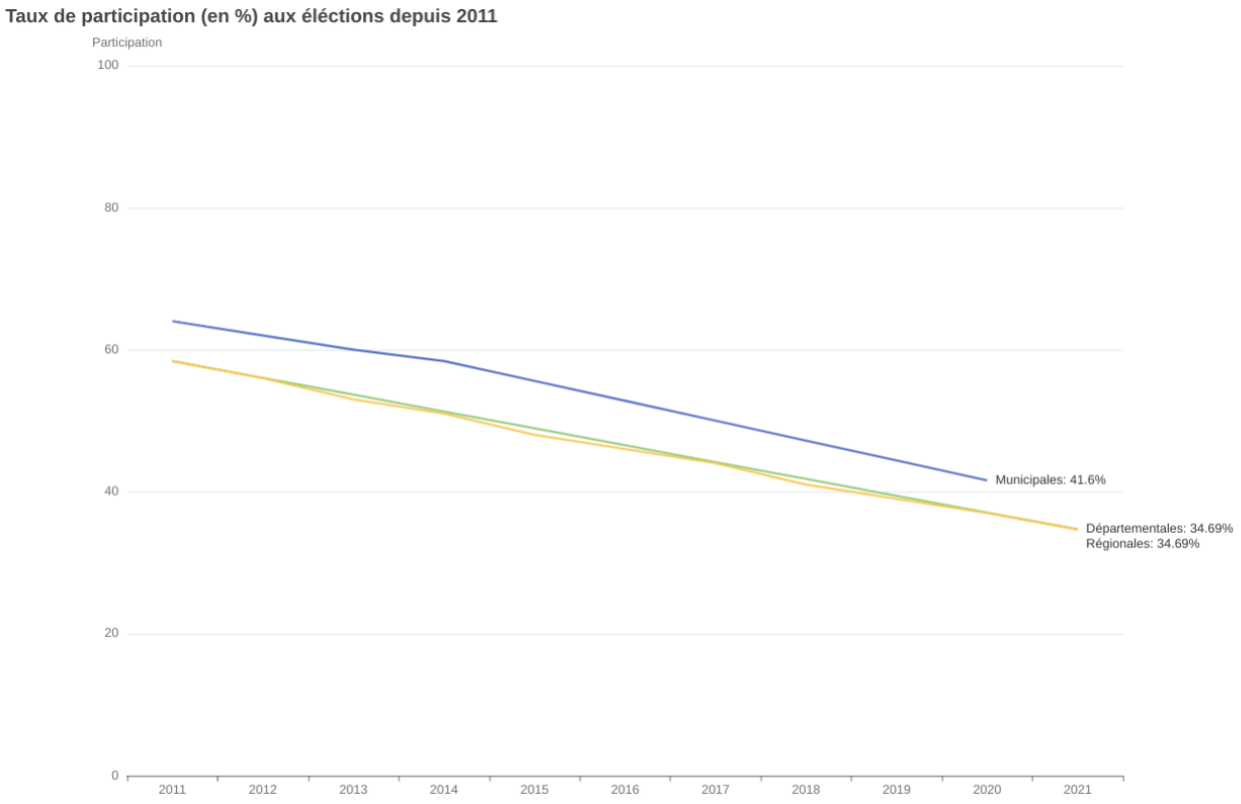


Figure 1 - Taux de participation aux élections municipales et départementales/régionales de 2011 à 2021

Cette défiance des Français envers les élus est au plus haut aujourd'hui selon une récente étude du Cevipof :

- **68 % des Français** jugent que « **la démocratie ne fonctionne pas bien** »
- Seuls **18% des Français** estiment que **leur avis est « pris en compte » par les responsables politiques**
- Seuls **30% des Français** jugent **leurs élus « plutôt honnêtes »**

L'égalité devant la loi, la liberté d'expression, **l'accès libres aux informations et documents publiques** (document financier, budget primitif, compte administratif, marché public, DCE, …), **le droit pour les citoyens de demander des comptes aux agents publics de leur administration**, leur égale admissibilité aux emplois et marchés publics sont autant de principes républicains et démocratiques malmenés par **des élus qui abusent de leurs pouvoirs**.

Afin de lutter contre ces excès de pouvoirs délétères, qui sapent la confiance en nos élus et dans le fonctionnement de nos institutions, nous nous sommes constitués en association régie par la loi du 1er juillet 1901 et qui rassemble désormais des citoyens de tout âge, de tous horizons géographiques, **indépendamment de leurs sensibilités partisanes**, partageant un même **attachement à la probité, l'exemplarité, l'intégrité et à une démocratie ouverte et sincèrement participative**.

[1] Issues des laboratoires publics ou privés, universités et grandes écoles du pôle scientifique et technologique Paris-Saclay.

Article 1 - Dénomination, Durée et Objet social

Entre les Fondateurs de l'Association et tous ceux qui adhéreront à l'avenir, il est constitué selon la Loi du 1 juillet 1901 et conformément au décret du 16 août 1901, l'association qui prend la dénomination de : « **l'Observatoire des Citoyens** ».

Sa dénomination usuelle utilisée comme sigle est **« l'Observatoire Citoyens** » ou l'acronyme « OC ».

L'association « l'Observatoire des Citoyens » est une **association transpartisane** et sa durée est illimitée.

L'association a pour objet de **REDYNAMISER LA CULTURE CITOYENNE** selon deux objectifs principaux énoncés ci-dessous :

1. Mieux éduquer, informer et former les citoyens

- Renforcer l'éducation et l'engagement civique en **favorisant activement l'accès libre aux données publiques et leur utilisation**, en particulier dans le cadre d'initiatives citoyennes auprès des pouvoirs exécutifs, législatifs, judiciaires et des collectivités de droit commun ;
- Développer des **outils citoyens innovants, numériques ou non, pour évaluer les politiques publiques** des territoires (communes, agglomérations, départements, régions) et les actions gouvernementales ;
- Engager les élus et exécutifs des territoires à s'inscrire dans une **démarche de démocratie ouverte**[2] sincère et à mettre à disposition de tous les citoyens **sur Internet toutes les données publiques** ayant vocation à être librement accessibles et gratuitement réutilisables (« Open Data ») ;
- Participer à la **libération de données publiques** et défendre **le respect de la légalité administrative**, notamment auprès de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) et des Tribunaux Administratifs ;
- Promouvoir les **licences libres** et **les formats ouverts** pour les données publiques ;
- Mener **toute action en justice ou plaidoyer** qui faciliterait la réalisation de cet objectif ;
- Mener des **campagnes d'information « grand public »**, sur tous supports (notamment les réseaux sociaux et applications mobiles) pour rappeler **le rôle des institutions concernées par le scrutin à venir**, ainsi que les modalités de l'élection et les démarches nécessaires à l'inscription sur les listes électorales ;
- Apporter son soutien à toute action de tiers visant à la réalisation de cet objectif.

[2] L' « OpenGov » ou « démocratie ouverte » s'appuie sur trois piliers : la **transparence**, la **participation** et la **collaboration**.

2. Développer des nouveaux outils et pratiques démocratiques plus ouvertes pour rapprocher les citoyens des institutions dans l'ère de la révolution numérique

- Engager les citoyens et les élus à œuvrer collectivement en faveur de **cause d'intérêt général** ;
- Développer une **culture de la participation citoyenne sincère et effective,** loin du dévoiement actuel des termes de « participation », de « sondage », de « budget participatif », e « co-construction », de « consultation » et de « concertation » où les citoyens ne disposent pas de tous les documents et informations nécessaires à une prise de décision éclairée et à la compréhension des enjeux ;
- Promouvoir **l'éthique et la transparence** dans la vie publique, **développer une démocratie ouverte pour une plus large participation citoyenne** dans le fonctionnement des institutions et administrations au travers des principes de **gouvernement ouvert** (« OpenGov ») et des **technologies civiques** (« CivicTech ») Cf. Figure 2 - Valeurs et fondements d'une démocratie ouverte.
- Mobiliser l'échelon local (commune et/ou agglomération) pour faire des citoyens des acteurs à part entière de la vie démocratique ;
- Mener des **projets de recherche et de développement** ayant trait à la vie politique et aux données publiques ;
- Lutter contre les **conflits d'intérêts**, le **lobbying** et les allers-retours public-privé ;
- Lutter contre la **corruption**, la **fraude fiscale** et contre toute autre **atteinte à la probité sur le plan local**, national, européen et international ;
- **Produire et communiquer de l'information** sur ces thématiques et mener des **actions ayant un rôle d'éducation et de prévention** à destination de tous les citoyens (Objectif 1 : Mieux éduquer, informer et former les citoyens en page 3).
- Mener **toute action en justice ou plaidoyer** qui faciliterait la réalisation de cet objectif ;
- Apporter son soutien à toute action de tiers visant à la réalisation de cet objectif.



Figure 2 - Valeurs et fondements d'une démocratie ouverte

Article 2 – Siège Social, Secteur d'intervention

Son siège social est situé à Palaiseau. Le changement de siège à l'intérieur de la région Ile-de-France relève d'une décision du Conseil d'administration.

La décision de transférer le siège de l'association à l'extérieur de la région Ile-de-France relève de la compétence de l'Assemblée Générale.

Le secteur d'activité de l'Observatoire des Citoyens s'étend sur l'ensemble du territoire français.

Article 3 – Membres, Adhésion et Cotisation

3.1 - Membres

Peuvent devenir membres de l'association toute personne physique ou morale à but non lucratif ayant validé leur adhésion. Pour faire partie de l'association, il faut adhérer aux présents statuts.

L'adhésion à l'association d'une personne morale à but non lucratif n'est effective qu'après validation par le Conseil d'administration. Chaque personne morale adhérente est représentée par un mandataire désigné.

Pour les personnes physiques, l'adhésion n'est effective que si aucune opposition n'a été formulée par le conseil d'administration dans le délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'adhésion.

En cas d'opposition à l'adhésion, le conseil d'administration n'a pas à motiver sa décision.

3.2 - Cotisation

La qualité de membre est reconnue aux personnes physiques (et aux personnes morales – selon vote article 3.1) désignées à l'article 3.1 dès lors que leur cotisation a été encaissée.

L'adhésion est valable un an à compter de la date d'encaissement de la cotisation.

3.3 - Renouvellement de l'adhésion

Le règlement de la cotisation annuelle peut intervenir durant les trois mois avant ou dans les trois mois suivant la date anniversaire de l'adhésion.

Dans l'hypothèse où le membre règle sa cotisation avant la date d'échéance et jusqu'à trois mois après, l'adhésion est renouvelée à compter de sa date anniversaire.

Dans l'hypothèse où le membre ne règle pas sa cotisation plus de trois mois après la date anniversaire, il perd sa qualité de membre de l'association. En cas de réadhésion ultérieure, l'adhérent est considéré comme primo-adhérent et perd son ancienneté et les droits qui y étaient liés.

La qualité de membre se perd par décès, démission, exclusion ou radiation par le conseil d'administration pour non-participation à la vie de l'association au cours des 12 derniers mois ou pour motif grave.

En cas de procédure de radiation, le conseil d'administration motive sa décision par un avis qui prend en compte les explications préalablement recueillies auprès de l'intéressé. Les débats du conseil d'administration sont confidentiels.

Article 4 – Assemblée permanente

Partout où les administrateurs de l'association délibèrent publiquement avec des membres, là est l'assemblée permanente.

Elle délibère sur les orientations à venir. Elle pourvoit à la nomination ou au renouvellement des membres du conseil d'administration.

Les décisions de l'assemblée sont prises collégialement, par consensus. Pour délibérer valablement, l'assemblée permanente doit être composée d'au moins 3 administrateurs qui s'assurent du respect de la pluralité des opinions des membres sur les sujets traités.

À défaut de consensus, le conseil d'administration est compétent pour arbitrer sur la décision concernée selon les modalités de l'article 6.

Article 5 – Assemblée générale

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou par 30 % des membres. Le conseil d'administration convoque les membres par voie électronique au moins quinze jours francs avant la date fixée.

L'assemblée générale est seule compétente pour décider du changement des présents statuts, de la dissolution ou la fusion de l'association. Les décisions de l'assemblée générale sont prises au vote de la majorité des membres, présents ou représentés, si le consensus n'a pu être obtenu.

Pour délibérer valablement ou pour décider de la dissolution ou de la fusion de l'association, l'assemblée générale devra être composée d'au moins trois cinquième des membres, présents ou représentés. L'association peut être mise en sommeil. Dans ce cas, une déclaration sera faite en préfecture. La reprise des activités se fera avec la tenue d'une réunion d'information permettant la réélection d'un Conseil d'Administration avant nouvelle déclaration en Préfecture

L'Assemblée générale comprend l'ensemble des membres de l'association ayant adhéré depuis plus de trois mois révolus et à jour de leur cotisation à la date de l'Assemblée générale conformément à l'art 3. Chaque membre ayant adhéré depuis plus de trois mois révolus dispose d'une voix.

L'assemblée générale :

- se prononce sur les rapports financiers et moraux ;
- se prononce sur les comptes de l'exercice clos ;
- délibère sur les orientations stratégiques ;
- se prononce sur le budget prévisionnel ;
- Le cas échéant, pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration ;
- fixe le montant des cotisations ;
- délibère sur tous les autres points inscrits à l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit en séance une fois par an sauf situation grave ou imprévisible.

Article 6 – Conseil d'administration

L'association est représentée par un conseil d'administration composé de cinq à quinze administrateurs. Ils assurent la responsabilité de la personnalité morale de l'association. Les administrateurs sont désignés en assemblée permanente pour trois ans.

Le conseil d'administration décide des actions en justice, des réclamations auprès de toutes administrations, et de l'ouverture de tout compte bancaire ou postal. Il peut désigner un ou plusieurs de ses membres pour agir au nom de l'association, tant en demande qu'en défense.

Le conseil d'administration assure une gestion morale et financière transparente de la vie de l'association en assurant la publication régulière des comptes de l'association et en rendant compte de son activité en assemblée permanente. Il peut désigner parmi ses membres un ou deux trésoriers.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des trois cinquièmes des administrateurs, présents ou représentés, si le consensus n'a pu être obtenu.

Le conseil d'administration a la charge de l'embauche des salariés de l'association. Les salariés peuvent faire partie du conseil d'administration ou prendre part au fonctionnement de l'association.

Article 7 – Éthique, conflits d'intérêts et désintéressement

Un membre ne peut prendre part à une délibération ou un vote lorsque ceux-ci portent sur une décision relative à une autre structure dont il est membre, salarié ou avec laquelle il entretient des liens d'intérêts.

Les administrateurs déclarent publiquement leurs intérêts actuels et des trois dernières années. Le modèle et le mode de déclaration des intérêts est défini par le règlement intérieur.

Aucun membre ne peut faire usage, de manière directe ou indirecte, de son appartenance à l'association et des fonctions qu'il y occupe pour en tirer un bénéfice pour lui ou pour un tiers, notamment en termes financiers ou professionnels.

Toutes les prestations réalisées par l'Observatoire des Citoyens participent à la réalisation de l'objet social.

Les membres de l'association sont tenus à une **obligation de confidentialité** à l'égard des faits, informations, documents dont ils ont connaissance, et notamment des informations relatives aux alertes, dossiers et actions en justice suivis par l'Observatoire des Citoyens.

Les membres de l'association élus ou mandatés pour remplir des fonctions spécifiques, notamment administrateur, coordinateur technique et référent de commission thématique, remplissent **un engagement de confidentialité**, suivant un modèle établi par le conseil d'administration et le remettent signé.

Article 8 - Délégations de vote

Le droit de vote des membres est personnel. Un membre peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

Article 9 - Outils et moyens

Les logiciels produits par l'association sont publiés sous des licences libres. La diffusion de données produites par l'association se fait sous des formats ouverts et des licences libres sur des portails ou plateformes ouvertes de diffusion de données publiques telle que :

- data.gouv.fr/fr/
- insee.fr
- datainfogreffe.fr
- data.inpi.fr
- data.economie.gouv.fr
- pole-emploi.io
- data.education.gouv.fr
- datatourisme.gouv.fr
- donnéespubliques.meteofrance.fr
- base-données-publiques.médicaments.gouv.fr

Les administrateurs et les membres peuvent recourir à des outils électroniques tels que les listes de diffusion (courriels) ou les salons de discussion instantanée pour se réunir, délibérer et prendre des décisions.

Statuts adoptés à Palaiseau, le 04 mars 2024